



Le coup d'État du Honduras entre dans son troisième mois

Par [Bill Van Auken](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 31 août 2009

[WSWS](#) 31 août 2009

Cela fait maintenant deux mois que des soldats du Honduras ont enlevé le président élu du pays, Manuel Zelaya, l'ont mis de force dans un avion et l'ont expulsé du pays.

Le coup d'Etat du 28 juin a mis en place un régime de droite soutenu par l'armée, l'oligarchie autochtone et les grandes multinationales qui récoltent des profits juteux de l'exploitation des travailleurs du Honduras.

Malgré une résistance populaire de masse et des condamnations de pure forme de ce coup d'Etat de la part de Washington, de l'Organisation des Etats d'Amérique et divers gouvernements d'Amérique latine, le régime mis en place par le coup d'Etat conduit par Roberto Micheletti se maintient au pouvoir et s'apprête à organiser des élections truquées pour élire le successeur de Zelaya.

Le régime se maintient au pouvoir, principalement, du fait de la répression brutale qui s'accroît. Ces dernières semaines, des rapports publiés par diverses organisations des droits de l'Homme ont fourni des preuves de la violence d'Etat qui s'est déchaînée contre les travailleurs du Honduras, qui dans leur écrasante majorité s'opposent à la dictature.

Amnesty International a fait état d'arrestations de manifestants et de violence de masse à leur encontre, ainsi que d'assassinats et de « disparitions ». Cette association de défense des droits de l'homme a accusé le régime « d'utiliser de façon excessive la force et les détentions de masse comme moyen pour maîtriser les manifestants et ceux qui protestent de façon non violente » tout en « refusant la liberté d'expression et d'information par la fermeture des médias, la confiscation de leur équipement et des sévices physiques à l'encontre des journalistes et cameramen. »

De même, une délégation de l'IACHR (Inter-American Commission on Human Rights, Commission inter-américaine des droits de l'Homme) a découvert « une tendance à utiliser de façon disproportionnée la force publique, les détentions arbitraires et de contrôle de l'information dans le but de limiter la participation politique d'une partie des citoyens ».

L'agence a dit qu'elle avait « confirmé l'utilisation de la répression contre les manifestations du fait de l'existence de barrages routiers, de l'application arbitraire de couvre-feux, de la détention de milliers de personnes, du traitement dégradant, inhumain et cruel et des mauvaises conditions de détention. » Elle estime à environ 4000 le nombre de personnes assujetties à la détention arbitraire.

La commission a cité la mort par balle d'au moins quatre manifestants, le passage à tabac sauvage de manifestants dont des personnes âgées et des femmes à l'aide de « matraques et d'autres objets contondants en caoutchouc, en métal ou en bois appartenant à la police » et le viol collectif par des policiers de femmes détenues lors des manifestations.

Devant cette brutalité, les travailleurs, paysans et étudiants honduriens continuent à faire grève, à manifester en masse et à organiser d'autres actions de résistance dans un mouvement de masse soutenu et sans précédent dans l'histoire du pays.

Cette lutte héroïque a contribué à mettre au grand jour deux énormes fictions politiques. La première est la prétention que le gouvernement Obama a inauguré une nouvelle ère de non-intervention et de respect mutuel dans les relations entre les Etats-Unis et les pays d'Amérique latine. La seconde est que les régimes bourgeois de cette région de type nationaliste ou populiste, de Chavez au Venezuela à Zelaya lui-même, ne proposent à la classe ouvrière et aux masses opprimées aucune voie pour aller de l'avant.

Malgré les déclarations de pure forme d'Obama s'opposant à l'expulsion de Zelaya, deux mois après le coup militaire du 28 juin, le département d'Etat américain n'a toujours pas tranché pour déterminer si les événements de ce jour-là constituent un coup d'Etat. Une telle conclusion déclencherait l'obligation de couper toute aide américaine au régime du Honduras.

Fait encore plus révélateur, ni Obama ni aucun autre dans son gouvernement n'a dit un seul mot concernant les assassinats, les disparitions, la torture ou les détentions de masse au Honduras. Quant aux mass médias américains, ils ont quasiment fait l'impasse sur ces crimes.

Le Pentagone, pendant ce temps, poursuit ses opérations militaires sur la base américaine de Soto Cano, sa plus importante dans la région, où quelque 600 soldats américains et des centaines de fournisseurs civils travaillent en étroite collaboration avec l'armée hondurienne qui a perpétré le coup d'Etat.

Il est absolument impossible que l'armée hondurienne et l'oligarchie dirigeante du pays, clients les plus serviles de l'impérialisme américain depuis plus d'un siècle, aient procédé à une telle action sans le feu vert de Washington.

Loin d'ouvrir une nouvelle ère de paix et d'harmonie, le gouvernement Obama est embarqué dans une campagne visant à réaffirmer la domination américaine en Amérique latine en ayant recours aux moyens militaires pour compenser les défis économiques croissants posés par la Chine, l'Europe et ses rivaux émergents au sein même de la région. Le récent scandale provoqué par l'accord de la Colombie de fournir au Pentagone des bases capables de déployer des « forces de réaction rapide » américaines partout dans l'hémisphère et la poursuite des projets de renouvellement de la Quatrième Flotte américaine sont des signes de cette stratégie.

La première réaction de Washington au coup d'Etat a été son instigation d'efforts de médiation par le président costaricain Oscar Arias, atout de longue date de Washington, et son soutien pour son Accord San José.

Cette proposition remettrait Zelaya au palais présidentiel en tant que président sans pouvoir, subordonné à un gouvernement « d'unité nationale et de réconciliation » dominé

par l'armée et les éléments politiques qui l'ont renversé. Ceux qui ont perpétré le coup d'Etat et la répression brutale qui a suivi se verraient accorder une amnistie totale. Toute tentative de réunir une assemblée constituante dans le but d'amender la constitution réactionnaire de 1982 imposée par les Etats-Unis et l'armée hondurienne serait interdite.

Un tel accord garantirait les objectifs clés du coup d'Etat du 28 juin et a pour effet de légitimer les coups militaires dans tout l'hémisphère.

L'acceptation par Zelaya d'un tel procédé donne la mesure de sa propre incapacité et de son manque de volonté de remettre en question le cadre de l'organisation politique bourgeoise et la domination impérialiste au Honduras. En effet, l'ensemble de sa stratégie visant à garantir son retour aux affaires se fonde sur des appels au gouvernement Obama pour que ce celui-ci impose des sanctions plus sévères à l'encontre du régime conduit par son vieil allié politique du Parti libéral, Roberto Micheletti.

Les gouvernements d'Amérique latine, y compris celui de Chavez au Venezuela, ont démontré la même impuissance, en ne fournissant que des condamnations en paroles du coup d'Etat, et en appelant aussi Obama pour rappeler à l'ordre les oligarques et généraux du Honduras.

Avec les événements au Honduras, les lignes de classes sont apparues avec clarté. Ce sont les travailleurs honduriens soutenus par les étudiants et les paysans qui luttent de façon intransigeante contre le régime, alors même que Zelaya recherche un accord avec les dirigeants par le biais des Etats-Unis.

La volonté de Zelaya de participer à un tel arrangement confirme les leçons amères de la période antérieure de défaites en Amérique latine, du Brésil en 1964 au Chili en 1973 et en Argentine en 1976. La classe ouvrière ne peut se défendre des coups d'Etat et des dictatures en subordonnant sa lutte à une faction soi-disant « progressiste » de la bourgeoisie.

Seule la classe ouvrière, mobilisant sa force politique indépendante contre le régime issu du coup d'Etat et contre l'ordre capitaliste que ce dernier défend, peut empêcher un arrangement contre-révolutionnaire au Honduras. Cette lutte doit être avancée par la revendication d'un gouvernement de travailleurs et de fermiers, par l'expropriation des « dix familles » de l'oligarchie et des multinationales qui ont soutenu le coup d'Etat, et la transformation socialiste du Honduras et de toute la région.

Dans ce combat, les travailleurs honduriens ne trouveront de soutien ni dans des sanctions imposées par Obama ni dans l'aide apportée par Chavez et d'autres régimes d'Amérique latine. Le soutien viendra des travailleurs d'Amérique latine et des Etats-Unis qui sont poussés dans des luttes de classes du fait de la crise historique qui confronte le capitalisme mondial.

Article original en anglais, WSWWS, paru le 29 août 2009.

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Bill Van Auken](#), [WSWS](#), 2009

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca